

Le chantage aux migrants exercé par Tripoli

Les autorités d'Aube de la Libye, qui contrôlent l'ouest du pays, veulent une reconnaissance de fait par l'UE

MISRATA (LIBYE) - envoyé spécial

Ce jour-là, le colonel Reda Essa était en colère. Le chef des gardes-côtes de Misrata, casquette vissée sur le crâne et collier de lunettes en sautoir, avait convoqué, vendredi 17 avril, la presse locale sur les quais de la cité portuaire de l'Ouest libyen pour dénoncer l'arrogance de l'Italie. La veille au soir, un bâtiment de la marine italienne était intervenu pour subtiliser aux gardes-côtes libyens un chalutier italien – nommé *Airone* – arraisonné par ses services.

Le bateau de pêche, surpris dans la zone économique exclusive de la Libye, avait été invité à gagner Misrata pour vérification de documents. La marine italienne l'en empêchera. Dans les heures qui suivirent, une association de pêcheurs de Sicile assurait que l'équipage d'*Airone* avait appelé à l'aide après avoir été victime d'un « probable acte de piraterie ». Ces « probables pirates » n'étaient autres que des gardes-côtes libyens en mission officielle.

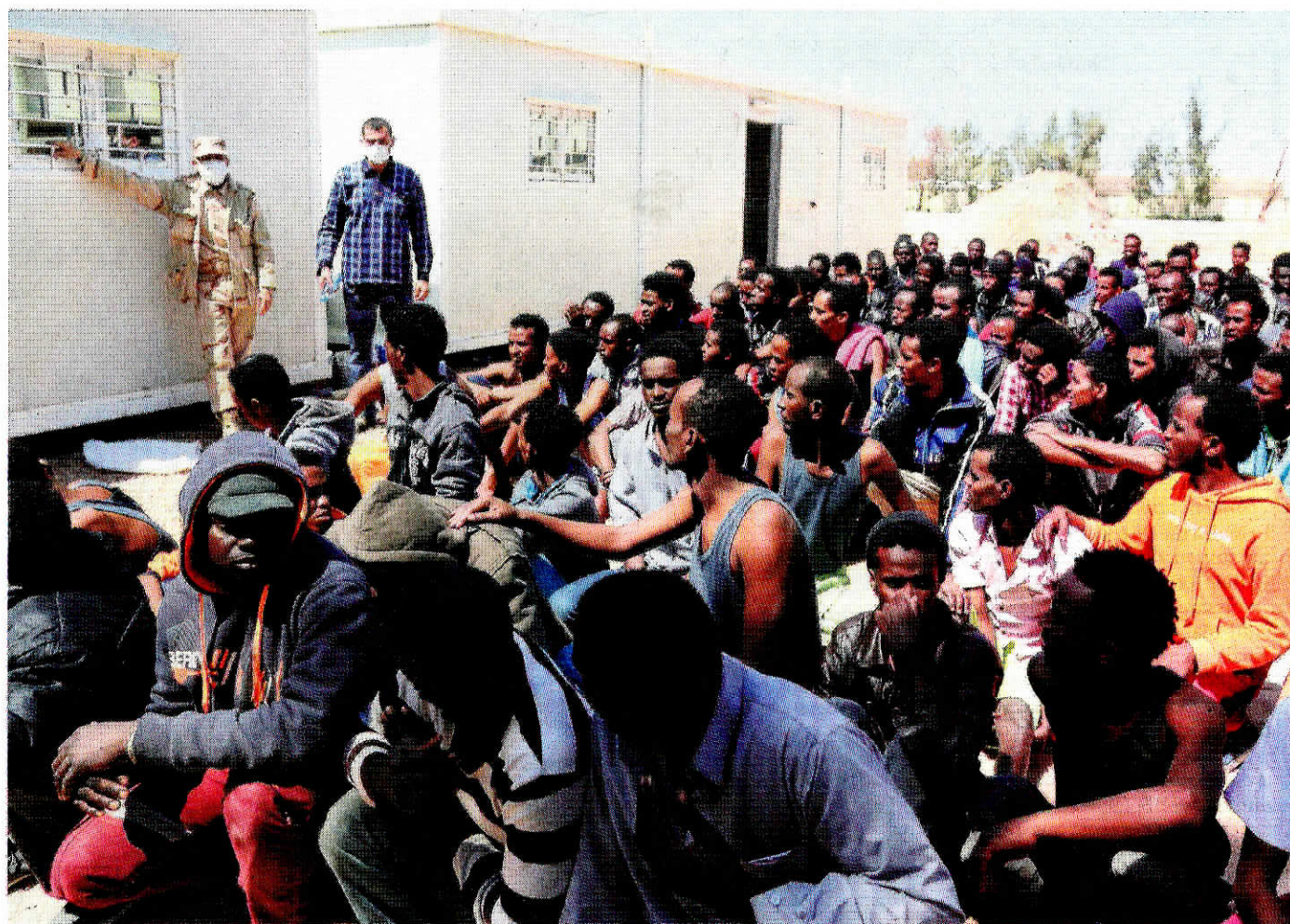
Le colonel Essa tempête donc. Il fustige l'attitude de l'Italie, avec laquelle des frictions de ce genre sont récurrentes, et menace de manière à peine voilée : « Un tel incident va affecter notre état d'esprit, cela ne va pas nous encourager à coopérer. » La « coopération » qu'il évoque concerne la lutte conjointe contre les trafics de migrants en mer Méditerranée. Si la Libye commence à renâcler à endiguer les flux d'émigration illégale vers l'Europe, les grandes ré-

« Il serait plus facile et moins coûteux pour nous de laisser les migrants partir »

JAMAL ZUBIA
chef du département pour les médias étrangers à Tripoli

solutions des capitales européennes risquent de rester vaines. Déjà, l'indigence des moyens dont dispose la Libye – les gardes-côtes de Misrata du colonel Essa ne possèdent que deux vedettes pour un littoral de 600 km à surveiller – limite considérablement l'efficacité de l'action de Tripoli. « Nous pouvons difficilement lutter, nos ressources s'épuisent », avertit le colonel Essa. Une fâcherie diplomatique avec l'ancien colonisateur italien, alimentée par des incidents de ce type, compliquerait à l'extrême un imbroglio se nourrissant déjà du chaos politico-militaire en Libye.

Depuis quelques jours, les officiels à Tripoli distillent une insistante petite musique. Celle-ci tourne autour d'un refrain : la Libye « ne peut plus assumer seule le fardeau » – surveillance du littoral, centres de détention des migrants interceptés –, l'« Europe doit prendre toute sa part ». Mais se glissent entre les mots des mises en garde lourdes de sens. « Il serait plus facile et moins coûteux pour nous de laisser les migrants partir », déclare ainsi Jamal Zubia, le



Des migrants, à Misrata, le 15 avril, après que leur bateau a été intercepté par les gardes-côtes libyens. MAHMUD TURKIA/AFP

chef du département pour les médias étrangers à Tripoli. *Nous ne pouvons pas servir de gardien de la porte de l'Europe, si les Européens de leur côté se contentent de rester assis et de regarder. Nous ne pouvons vous sauver si vous ne voulez pas partager le coût.* »

Tripoli veut donc de l'argent de l'Europe, faute de quoi... La menace de fermer les yeux n'est jamais officielle, convenance diplomatique oblige. Elle est toujours implicite, présentée comme une contrainte et non un choix. « C'est une vieille tactique qui date de Kadhafi », relève un observateur international à Tunis. Principal pays de transit aux portes de l'Europe, la Libye jouit d'une position stratégique clé dans la régulation des vannes migratoires. Cela la place inévitablement en position de force dans les négociations avec les Européens. Ces deniers

avaient d'ailleurs joué le jeu sous Mouammar Kadhafi. L'Italie avait signé plusieurs accords de coopération dans les années 2000.

Césure politico-territoriale

Mais l'effondrement du régime de Kadhafi en 2011 a radicalement changé la donne. Le chaos qui s'en est suivi a débouché en 2014 sur un éclatement du pays en deux camps rivaux. A l'Ouest domine la coalition Aube de la Libye, basée à Tripoli, et dans laquelle les islamistes exercent une influence significative à défaut d'être exclusive. De son côté, l'Est est pour l'essentiel contrôlé par le gouvernement issu du Parlement délocalisé à Tobrouk, un assemblage de forces où se regroupent des libéraux et d'ex-kadhafistes. Des clivages tribaux et des conflits locaux viennent ensuite compliquer cette grande fracture.

Or cette césure politico-territoriale pèse lourdement sur la question migratoire. Car l'essentiel des départs de bateaux de migrants vers l'Italie sont concentrés en Tripolitaine, la région occidentale, dirigée par le camp Aube de la Libye. Ce dernier voit ainsi sa main se renforcer vis-à-vis de l'Europe. L'affaire est d'autant plus sensible que cette coalition, siégeant à Tripoli et dominée politiquement par Misrata, n'est pas reconnue par la communauté internationale, laquelle tient pour légitime le seul Parlement de Tobrouk, élu dans des conditions jugées régulières en juin 2014.

Ces autorités de Tripoli exerceraient-elles donc un chantage sur la question migratoire pour se faire reconnaître de l'Union européenne ? Evidemment, elles ne le diront jamais. Leur discours officiel tient plutôt d'une plainte,

amère et répétitive, riche en sous-entendus. Ainsi cette conférence de presse sur « l'émigration illégale et la lutte contre le terrorisme », le 14 avril à Tripoli, à l'occasion de laquelle le ministre du travail, Mohamed Aboul Khair, s'était lamenté en ces termes : « En dépit de tout ce que nous faisons, nous sommes toujours confrontés à la question de la légitimité », c'est-à-dire à l'absence de reconnaissance internationale, illustrée par le départ de Tripoli de toutes les ambassades. « Le camp de Tripoli cherche à utiliser l'affaire migratoire pour se faire reconnaître comme une autorité de fait », avance Rafea Tabib, expert tunisien sur la Libye. Au sommet de Bruxelles de jeudi soir 23 avril, les Européens devront tenir compte des complexités du puzzle libyen dans leurs conclusions. ■

FRÉDÉRIC BOBIN

L'UE veut « prévenir le flux de migrants »

Les Vingt-Huit se fixent quatre objectifs concernant la politique migratoire, avant le sommet européen qui devait se tenir, jeudi 23 avril, à Bruxelles, dans un projet de texte que *Le Monde* a pu consulter. D'abord, le renforcement des moyens financiers et matériels des opérations de surveillance maritime « Triton » et « Poséidon », avec « au moins un doublement en 2015 et 2016 ». La contribution concrète des différents pays doit encore être réglée. Idem pour le projet pilote d'accueil de 5 000 réfugiés, actuellement dans des camps proches de la Syrie : l'Allemagne devrait s'engager massivement, mais seulement si elle constate un effort d'autres Etats membres. Troisième objectif : « Prévenir les flux de migrants », en apportant une aide à l'Égypte, à la Tunisie, au Soudan, au Mali et au Niger. Le quatrième axe concerne la lutte contre les trafiquants et leurs réseaux. Le texte, très vague à ce stade, évoque un « effort systématique pour identifier, capturer et détruire » les bateaux, dans le cadre d'une opération « conforme aux lois internationales ».